La toile municipale aux 19°-20° siècles : un panorama transnational vu d'Europe

Pierre-Yves Saunier

▶ **To cite this version:**

Pierre-Yves Saunier. La toile municipale aux 19°-20° siècles : un panorama transnational vu d'Europe. Urban history review. Revue d'histoire urbaine, 2006, XXIV (2), pp.163-176. halshs-00079252

HAL Id: halshs-00079252
https://shs.hal.science/halshs-00079252

Submitted on 11 Jun 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre-Yves Saunier

UMR 5600 Environnement Ville Société, Lyon

Pierre-Yves Saunier est chargé de recherches au Centre Nationale de la Recherche Scientifique (Unité Environnement Ville Société, Lyon, France). Son intérêt pour les flux transnationaux de personnes, de mots, de projets, est né autour des circulations entre et au sujet des municipalités, puis s'est développé en direction du terrain de la public administration et des savoirs de gouvernements, avec une attention particulière pour le travail domestique et étranger des fondations philanthropiques états-uniennes. Ses projets en cours incluent l'édition du Dictionary of transnational history (co-direction avec Akira Iriye, Palgrave, 2008), la direction d'un ouvrage collectif sur la toile municipale dans un contexte chronologique et géographique élargi (co-direction avec Shane Ewen, The other global city. Transnational municipal networks 1850-2000, 2007), et la rédaction d'un ouvrage de synthèse sur ses recherches municipales (Urbes Orbi. Petite histoire illustrée de l'internationale municipale 19°-20° siècles).

Pierre-Yves Saunier is a research fellow at the Centre Nationale de la Recherche Scientifique (Unité Environnement Ville Société, Lyon, France). His interest for transnational flows of persons, words, projects, developed from his research about municipal connexions, and now includes the history of public administration, with a very special attention for the domestic and cross border work of US philanthropic Foundations. His current projects include the edition of the Dictionary of transnational history (co-direction with Akira Iriye, Palgrave, 2008), the edition of a collection of essays about the municipal web in a non european context (co-direction with Shane Ewen, The other global city. Transnational municipal networks 1850-2000, 2007), and the writing of a synthesis of his research on municipal interchange (Urbes Orbi. Petite histoire illustrée de l'internationale municipale 19°-20° siècles).

Adresse :

3 rue Marcel Péhu

69003 LYON

pierre-yves.saunier@wanadoo.fr

te : 04 72 12 29 22

La toile municipale aux 19°-20° siècles : un panorama transnational vu d'Europe

RESUME : La 'ville globale' est devenu un objet d'étude très couru depuis une quinzaine d'années. La participation active des cités aux mouvements d'interconnexion qu'on résume sous le nom de globalisation est pourtant absente de cette littérature. On fait ici l'hypothèse qu'en tant qu'acteurs et que sujets, les villes à travers leur incarnation politique, celle des gouvernements municipaux urbains, sont plus qu'un simple terrain où se déploie la globalisation. Les échanges entre et au sujet du fonctionnement de ces gouvernements municipaux urbains, de leur action et de leur situation institutionnelle y sont considérés comme participant à la construction des phénomènes d'interconnexion transnationale, qu'ils soient régionaux ou globaux. Cet article propose une première approche de la 'toile municipale' tissée entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains à l'époque contemporaine. Cette toile inclut gouvernements municipaux, élus et employés municipaux mais aussi savants et réformateurs; organismes intergouvernementaux, organisations non gouvernementales domestiques et transnationales aussi bien que sections des gouvernements nationaux ou infra-nationaux, sans omettre les entreprises qui travaillent sur le marché de l'urbain. Elle organise et canalise la circulation des idées, des personnes, des services entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains. L'article s'attache particulièrement aux acteurs, matériaux de cette toile, aux

objets qui la parcourent, en insistant sur les effets de long terme de ce réseau de contacts et d'échange qui s'est mis en place depuis la fin du 19° siècle.

SUMMARY : There has been an outburst of scholarship on world and global cities in the recent years. Though, cities under the guise of political entities, that is municipal urban governments, have not been considered by this literature as having a relevant degree of agency in the process of interconnection that have been named globalisation. While they are both agents and subjects of this process, their part has been neglected or considered under a very limited chronological angle. This article offers an approach to the 'municipal web' that has developed between and about municipal urban governments in the modern era. This web includes municipal governments, municipal officials and technicians as well as scholars, experts and lay reformers; intergovernmental organisations, domestic and transnational non governmental organisations as well as sections of national or infra national governments; firms as well as non profit groups. The article pays a special attention to those who weaved this web and the material they used, to the items that travelled through this web of municipal interchange. It insists on the interest we have to study current interconnexions among and about cities in the historical perspective.

***

Lors d'un récent congrès de la société des contemporanéistes italiens (SISSCO 2003), la séance plénière s'intitulait 'la globalisation comme point de vue historique : une nouvelle histoire ?'. En retournant la problématique de ce titre, on

proposera ici de se demander comment l'histoire peut contribuer à développer un nouveau point de vue sur la globalisation. Paradoxalement en apparence, on le fera à partir d'un terrain dit 'local', celui de la ville. Cette voie choisie en dehors des états, des phénomènes économiques ou culturels qui supportent plus fréquemment les interrogations sur la globalisation, prend le pari que l'étude des connexions 'subalternes' permet de comprendre autrement les dess(e)ins et les déploiements de ces mises en relation qui caractérisent de la manière la plus générique les phénomènes dits de globalisation. Cette démarche se place dans une perspective transnationale de plus en plus empruntée par des chercheurs tentant de rendre raison de phénomènes difficilement compréhensibles ou appréhendables en termes d'histoires nationales ou comparatives. [1] On étudiera ici de manière synthétique la "toile municipale", ce tissu de relations entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains, de leur action, de leur organisation, de leur statut institutionnel. Pour ne pas forcer anachroniquement des catégories contemporaines sur des configurations en évolution dans le temps, j'éviterai les acronymes, définitions et formules qui rapprochent ou séparent les différentes approches employées en science politique ou en relations internationales pour étudier la gouvernance des relations internationales contemporaine et les phénomènes de réseaux, coalitions ou mouvements transnationaux. [2] Par toile municipale, j'entends un espace social qui traverse les limites nationales, régionales ou linguistiques et dont l'étendue est définie par l'extension des flux d'informations, d'idées, de procédés, de services, de personnes centrés sur les pratiques, les formes, les méthodes, les principes, les valeurs du gouvernement municipal des villes. Cet espace n'est ni plat ni neutre. Il présente des aspérités, des dénivellations, des hiérarchies, parfois dues à des conditions externes, plus souvent à l'action des protagonistes qui l'arpentent et le

structurent selon leurs objectifs. Selon les époques d'observation on peut y rencontrer tout ou partie des types suivants qui entrent en interrelations de coopération ou de concurrence : savants, citoyens, élus, techniciens et professionnels ; sociétés professionnelles et associations domestiques et transfrontalières ; parties d'organismes inter-gouvernementaux internationaux ou régionaux et branches des gouvernements nationaux ou infra-nationaux ; fondations philanthropiques, groupements politiques et entreprises. Ces agents ont des ressources, des caractéristiques et des desseins divers, mais partagent un intérêt (convergent, conflictuel,…) à définir, diffuser, modifier, les normes qui ordonnent la définition et la pratique du gouvernement municipal urbain.

La toile fait circuler individus, objets, textes, mots, règlements, dessins ou plans, mais aussi statuts, représentations, idées, les modalités de ces circulations allant de l'imitation à la domination en passant par l'emprunt sélectif, l'appropriation ou la traduction. De ces circulations, cet article ne propose qu'un point de vue situé, largement occidentalo –centré, préoccupé avant tout du moment 1890-1940, et focalisé sur quelques acteurs parmi ceux cités plus haut. Mais il propose ainsi de tester la validité d'une hypothèse, celle de la constitution historique d'un espace d'interrelations et de son poids dans le formatage de l'action transnationale contemporaine des gouvernements municipaux urbains, par la mise en place d'un répertoire de pratiques et de techniques, la définition d'une géographie, la trajectoire de certains acteurs ou la structuration de positions et de rôles collectifs.

C'est là une direction que les recherches anciennes et récentes sur les 'villes globales' et les 'systèmes de villes' n'ont que peu empruntées. De Fernand Braudel à Janet Abu-Lughod, de Brian Berry à Saskia Sassen ou Peter Hall les villes sont des centres, des foyers, des nœuds où se déploient et s'exercent les forces de

l'économie globale, mais leur participation active, en tant qu'entités politiques, au mouvement d'interconnexion régional et global n'a pas retenu l'attention. [3] Peter J. Taylor, dans son souci de fonder empiriquement l'étude des réseaux urbains globaux, a privilégié avec toute l'équipe du *Global and World Cities study group* l'analyse de l'implantation des grandes firmes de services aux entreprises. Cette armature sert à identifier les villes appartenant au réseau global du système monde actuel, et à définir leur 'hinterworld'. [4] Peter Karl Kresl et Earl H. Fry, dans leur tout récent ouvrage, se concentrent quant à eux sur les aspects économiques de la 'réponse des villes' à l'internationalisation sur les trente dernières années. [5] Les études sur le rôle des gouvernements municipaux dans les politiques de régulation de l'environnement insistent quant à elles sur la 'nouveauté' des réseaux transnationaux d'autorités locales, 'apparus' dans la deuxième moitié du 20 ° siècle et 'vraiment' développés dans les années 1980 .[6] On propose ici un point de vue sinon différent du moins complémentaire, une approche qui replace les gouvernements municipaux urbains comme des acteurs des processus d'interconnexion dans le long terme, depuis les dernières décennies de la fin du 19° siècle. [7] Leur protagonisme vise à la fois à participer au dessin de l'ordre municipal par le travail à l'échelle mondiale, et au dessin de l'ordre mondial par le travail à l'échelle municipale. Globales, les villes le sont alors par les projets, les relations, les pratiques que révèle l'observation de la toile municipale. On commencera par situer celle ci dans des contextes, faisceaux de possibilités et de contraintes, qui donne son cadre des possibles à la toile et à ses participants.

On connaît la force des liens (diplomatiques, politiques, commerciaux) unissant certaines cités entre elles à l'époque médiévale ou moderne, la Ligue

Hanséatique étant sans doute la forme la plus citée de ces liens. [8] Les échanges entre individus sont certains, la circulation de règles de droit, de personnel administratif ou politique, de formes réglementaires est avérée ou perceptible dans de nombreux travaux sur l'époque moderne. [9] Mais il faut souligner l'anachronisme qu'il y aurait à inscrire simplement l'histoire des connexions municipales des19° et 20° siècles dans la linéarité des relations entre communes et cités-états depuis le Moyen Age. Ce serait oublier que, en un mouvement enclenché au XVIII° siècle dans certains états monarchiques, approfondi au 19° dans le creuset des états nationaux et confirmé au 20° siècle par les politiques des *welfare states*, les gouvernements des villes ont été soumis à un ensemble de règles, de contrôles, de hiérarchies qui ont transformé la souveraineté municipale. [10] La transformation dont il est question ici a transformé les villes en municipalités, organes subordonnés de gouvernement, emboîtées dans la structure administrative, juridique et politique des états nationaux. Le gouvernement des villes est devenu gouvernement municipal à l'échelle planétaire, au croisement de la redéfinition de constructions institutionnelles nationales et de l'expansion impériale européenne avec la diffusion de normes institutionnelles qu'elle a entraînée.[11] Cela ne veut pas dire que le gouvernement des villes soit devenu une pure et simple antenne où s'appliquent simplement les décisions et les politiques des gouvernement nationaux. Bien au contraire, un certain nombre de normes, de politiques, ou de pratiques ou été développées au niveau des gouvernements municipaux avant d'être nationalisées. [12] Cela ne signifie pas non plus que la définition de ce qu'est institutionnellement et pratiquement le gouvernement municipal soit identique dans le monde entier. Il serait en fait problématique de vouloir préciser ici les différences, ou de retracer les évolutions générales des formes du gouvernement municipal. Non pas tant parce que cela

serait fastidieux, mais plutôt parce que ce débat de définition est précisément un de ceux qui fonde l'existence de la toile municipale et l'intérêt de ses protagonistes à faire vivre des flux de personnes, de mots ou de services entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains. Les interactions sur la toile municipale ont eu pour conséquence et pour objet de modifier la définition pratique ou institutionnelle ce qu'est en pratique et en droit le gouvernement municipal des villes contemporaines, notamment à travers les nombreux échanges sur les politiques municipales, l'autonomie municipale, les rapports avec les gouvernements nationaux ou le gouvernement métropolitain. Ce dernier cas illustre bien le rapport non causal qu'il y a entre la forme institutionnelle de certains des acteurs prenant part au débat sur la toile, et l'impact des débats ayant lieu sur la toile sur la forme institutionnelle de ses acteurs. La métropolisation des gouvernements municipaux et la question du gouvernement des grandes villes est un sujet important des recherches et débats entre les chercheurs en science politique et administrative depuis les années 1910-1920. Dès lors, les recherches et enquêtes sur le sujet, à l'image des volumes produits à Chicago, [13] se basent largement sur les expériences des villes étrangères pour proposer des changements de normes et de pratiques, ou pour défendre un status quo. Ces thèmes ont aussi été discutés dans les conférences et rencontres de certaines organisations qui structurent la toile municipale : Union Internationale des Villes et Institut International des Sciences Administratives dans les années 1920-1930, assemblées et commissions d'études des organisations inter-gouvernementales plus tard. Ces flux d'information sont autant de ressources pour les divers acteurs de la toile (gouvernements urbains ou nationaux, experts savants ou élus locaux) dans les changements qu'ils proposent quant à la forme du gouvernement des métropoles. Dans le même temps, certaines conséquences

matérielles de la métropolisation (multiplication des niveaux d'administration et de gouvernement , étalement des territoires sur plusieurs municipalités) changent les caractéristiques de certains des agents qui participent à la toile municipale. [14] C'est là une manière d'insister sur le fait qu'on ne peut faire établir une différence ontologique entre les gouvernements municipaux comme sujets d'étude et les gouvernements municipaux (ou ceux qui sont intéressés à leur fonctionnement) comme acteurs de cette étude. L'enjeu de la circulation des informations sur la toile municipale, la raison de la participation des différents acteurs est précisément la définition ou la redéfinition de ce qu'est ou ce que devrait être le gouvernement municipal urbain et leur propre rôle dans celui-ci.

D'autres grands changements, qu'on ne peut peindre ici qu'à larges traits, donnent un cadre de possibilités et de contraintes à l'existence, à l'extension et au fonctionnement de la toile municipale. Les 19° et 20° siècles sont ceux de l'urbanisation statistique et culturelle des sociétés humaines, et le sentiment de partager une évolution commune dans ce sens est particulièrement fort parmi ceux qui participent aux connexions municipales, des européens et nord-américains qui s'y lancent les premiers jusqu'aux convictions actuelles de ceux pour qui que le 21° siècle sera 'le siècle des villes'. [15] Cette perception d'un présent et d'un futur commun ont été à la base de la formulation d'un sentiment de proximité et d'intérêt mutuel qui anime les participants de la toile municipale. Une telle perception est la condition de l'usage effectif des références étrangères, dont témoignent par exemple les faits et gestes d'un Seki Hajime, maire-adjoint puis maire d'Osaka dans les années 1920-1930, qui pense le fonctionnement de son gouvernement municipal avec ou contre les réalisations des villes allemandes, anglaises ou états-uniennes.[16] Le développement professionnel des sciences sociales, dont le fait urbain est une

des arènes, permet quant à lui l'existence d'une sphère de savoir et de savoir faire sur la ville. [17] Là se développe une réflexion sur la manière rationnelle, scientifique et universelle d'en gouverner les hommes et les choses, dans un contexte de spécialisation et d'application du savoir différent de celui qui prévalait à l'ère moderne. Enfin, le concert international est bien différent. A l'époque contemporaine, les états nationaux et territoriaux constituent les cellules de base du système international. Les échanges transnationaux entre et au sujet des villes se font dans ce contexte, entre volonté de le subvertir et obligation de s'y insérer. A la fin du 19° siècle, ce système international donne par ailleurs naissance à des organisations multilatérales inédites, que la Société des Nations met en système, et qui cherchent leur autonomie par rapport aux mécanismes des rapports entre nations. Le travail et la configuration de la toile municipale sont liés à cette histoire de l'ordre mondial.

Enfin, Il faut s'attarder sur quelques conditions matérielles de la possibilité des échanges et des relations, dont les connexions municipales sont une des déclinaisons. L'existence de langues à propension universelle, dont les fortunes s'inscrivent dans celles des empires coloniaux ou des dominations économiques et politiques, a permis la communication entre les acteurs. Les grands médiateurs européens et transatlantiques de la toile municipale mènent leur correspondance en allemand à la fin du 19° siècle, l'espagnol devient une langue de travail des grandes organisations de municipalités dans les années 1950, et le travail de l'organisation asiatique Citynet est mené aujourd'hui en anglais. [18] Cela ne dispense pas rencontres et congrès des soucis liés à la traduction, ni des incompréhensions et conflits liés à la maîtrise des langues et à leur choix comme langue de travail. Mais l'élargissement social d'un polyglottisme restreint (langue maternelle + une ou plusieurs 'langues impériales'), suite à la mise en place de systèmes scolaires de

masse dans les pays occidentaux, facilite à partir de la fin du 19° siècle des circulations d'informations, de services et de personnes. La multiplication des traductions d'articles et d'ouvrages, dans le contexte d'une production imprimée en extension, témoigne de la vitalité de ces échanges inter-linguistiques. La circulation de ces imprimés est facilitée par la rapidité des moyens de transport qui acheminent le courrier par terre, par mer ou par la voie des airs. Plus généralement, l'apparition de formes électriques puis électroniques de la communication à distance (télégraphe, téléphone, fax puis courrier électronique) accélèrent échanges et circulations. Cela est vrai pour la circulation des personnes elles-mêmes. La logistique de l'organisation des voyages devient plus simple. Là où l'ingénieur de la Ville de Lyon partait à l'aveuglette à Londres, sans autre outil que quelques lettres de recommandations récupérées à la hâte, [19] les voyageurs du 20° siècle préparent leur voyage, leurs rencontres et leur itinéraire bien à l'avance. [20] La diminution des durées et des coûts des voyages, grâce aux réseaux ferré puis routier sur les continents, et aux progrès de la navigation à vapeur sur les océans, contribue elle aussi à cet assouplissement logistique. Dès la fin du 19° siècle, des voyages d'études marathons sont possibles sur le continent européen, comme en témoigne le voyage effectué par une délégation lyonnaise en 1898 (17 jours, 13 villes et 6 abattoirs visités en Allemagne et en Autriche-Hongrie), [21] le tout avec une grande rapidité de mise en œuvre. [22] Cette souplesse accrue se retrouve dans les voyages transatlantiques. [23] Dans les années 1850, il faut deux semaines pour joindre par bateau les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne. Ce temps est diminué de moitié dès le début du 20° siècle. En 1937, le politiste Rowland Egger appareille de New York le 19 mai sur le SS Manhattan, pour aller passer plusieurs mois en Europe auprès du secrétariat de l'Union Internationale des Villes (IULA, International Union

of Local Authorities, dans la suite du texte). Il est à Londres dès le 25 mai. Mais le temps du voyage par air était déjà ébauché. L'année précédente, le Professeur Charles Merriam de University of Chicago et Guy Moffett, secrétaire général du Spelman Fund of New York, étaient revenus de leur voyage municipal en Europe en empruntant la ligne aérienne ouverte depuis 1930 par la société de dirigeables Zeppelin. Le voyage se faisait en moins de 4 jours.

Ces changements des conditions des voyages transatlantiques et continentaux ne sont peut être pas tant importants parce qu'ils permettent une multiplication des voyages, mais plutôt car ils changent le voyage dans sa forme et son fond. La baisse des coûts et des durées autorise des voyages plus courts, plus ciblés. Les voyageurs municipaux partaient fréquemment pour plusieurs mois à la fin du 19° et au début du 20° siècle ; ils se déplacent pour 3 ou 4 semaines dans les années 1930 ; pour une poignée de jours dans les années 1960 ; pour une journée ou quelques heures aujourd'hui. Les grands tours du début du 20° siècle les emmenaient à travers des dizaines de villes et plusieurs pays; dans les années 1960 ils visitent un lieu, un service, une réalisation, un collègue. Le voyage n'est plus seulement l'aboutissement de contacts ou de curiosités, il devient progressivement le moyen de créer les liens dans un milieu inconnu. En témoigne la destinée tragique du Cubain Ruy de Lugo Vina qui meurt dans un accident d'avion en 1937, lors d'un grand circuit latino et sud américain entrepris pour organiser le premier Congrès inter-américain des municipalités.

C'est dans ces conditions que les connexions municipales se développent avec une grande rapidité à partir des années 1880-90. Des systèmes circulatoires se mettent alors en place, qui vont progressivement structurer les échanges en Europe, mais aussi entre Europe et Amériques, entre Europe et empires coloniaux, et

permettre la discussion et la dispute autour de ce qu'est le gouvernement municipal urbain et son fonctionnement. Explorer ce monde des connexions municipales est une entreprise historiographique largement en chantier, que l'on aborde donc ici sans prétendre à en donner le dernier mot, mais bien à en fournir un panorama situé que d'autres pourront apprécier, déprécier, redessiner ou compléter.

I. De ville en ville

Tout en tenant toujours présente à l'esprit la nature polymorphe d'un certain nombre d'échanges entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains, une manière commode d'aborder la toile qu'ils délimitent est de passer par les liens noués entre municipalités et services municipaux. Dans de nombreuses municipalités européennes, les projets de mise en place d'un réseau d'égouts, d'un règlement du personnel, d'un service d'assistance aux pauvres ou d'un abattoir passent par une enquête auprès d'autres municipalités (correspondance, voyages, visites d'expositions). [24] Les espaces de recueil de ces informations varient considérablement selon les cas, mais se dessine une cartographie réfléchie qui n'est pas un simple calque des réseaux de l'économie, de l'administration ou de la hiérarchie urbaine. Les municipalités visées sont celles qui ont une expérience en la matière, une grande réputation d'action municipale, ou encore des caractéristiques urbaines proches de celles de la ville enquêtrice. Ces villes peuvent être proches ou lointaines, nationales ou étrangères, européennes ou extra-continentales. La sollicitation de municipalités étrangères n'est pas forcément une pratique qui succèderait à une pratique de connexions nationales, comme sous l'effet d'un élargissement des perspectives lié à des communications plus faciles. La démarche

d'enquête en matière de réalisations municipales, identifiable dès le 19° siècle et qui continue d'exister jusqu'à nos jours, semble traverser les frontières dès son origine, à cause des termes même dans lesquelles elle est formulée. Ce qui la fonde est la recherche de réponses à des problèmes définis comme techniques et communs, ce qui équivaut à dire que la solution peut en être universelle et sa validité dépasser les contextes locaux et nationaux.

Géographies

Ces toiles circonstanciées d'échanges d'informations ont leurs régularités et leurs nœuds. Ceux ci se mettent en place à la suture de deux géographies. D'une part la géographie des origines et des demandes, d'autre part celle des horizons et des réponses. En émergent quelques aimants, nouvelles Jérusalem de la réforme municipale qui bénéficient de la réputation, de plus en plus travaillée, de 'grande ville moderne'. Vouloir établir une liste de ces gouvernements municipaux à partir de cette réputation de 'modèle' est un exercice suggestif. Si on s'y livre pour l'Europe du début du 20° siècle, une telle liste ne laisse pas de côté les grandes capitales (Paris, Londres, Berlin, Vienne), bien que souvent elles n'aient pas le statut de municipalités indépendantes. Mais les plus attirants de ces nœuds de la grande toile des connexions sont des villes plus ordinaires. Grandes villes comme Glasgow, Liverpool, Düsseldorf, Francfort, Cologne ou Amsterdam mais aussi villes petites ou moyennes comme Gand, Ulm, Elberfeld, Suresnes, Carlisle ou Schaerbeek y ont leur place. Une telle liste, qui enregistre des réputations, est pourtant illusoire. Les attractions ne sont pas universelles, et les modèles recherché et utilisés ici ou là participent d'idiosyncrasies du recueil de l'information ou de stratégies de conviction qui en disent plus sur les contraintes du lieu d'usage de la référence que sur les

qualités intrinsèques de la ville proposée comme 'modèle'.[25] De surcroît, les réputations et les attractions sont changeantes. L'éclipse de Glasgow après la Première Guerre Mondiale, la réputation grandissante de la Barcelone des années olympiques à la fin du siècle dernier nous le rappellent. Les phénomènes de proximité géographique, les contingences des réseaux de transport, les communautés linguistiques, les appartenances politiques,[26] les liens personnels ou associatifs entre élus ou entre fonctionnaires municipaux, l'action de communication des gouvernements municipaux (à travers expositions, campagnes de promotion et auto-célébration)[27] sont quelques uns des cadres qui orientent les connexions dans certaines directions privilégiées. De surcroît, pour chaque enquête, pour chaque terrain de l'action des gouvernements municipaux se dessinent éventuellement des cartes différentes. Les villes scandinaves étudiées par Marjatta Hietala sont ainsi remarquables par leur capacité à aller chercher, pour chaque enquête, expériences et informations là où elles sont, grands et petits pays, villes proches et lointaines, ajustant la cible selon qu'il s'agisse de recueillir des renseignements sur l'éducation technique, l'hygiène publique ou l'éclairage urbain. [28]

Il est enfin capital de souligner que la cartographie des flux qui font vibrer la toile municipale ne suit pas exactement les géopolitiques nationales et internationales, comme en témoignent les structures de ce qu'on peut appeler l'Internationale Municipale, ce monde d'associations réunissant municipalités ou associations de municipalités, élus ou techniciens. On y lit l'investissement et le rayonnement international des individualités et associations de villes belges, suisses, néerlandaises ou polonaises, bien perceptibles au sein des associations internationales comme IIULA ;[29] le rôle des 'petits pays' dans l'associationnisme des techniciens municipaux ; [30] ou encore l'impulsion que donnent petites et moyennes

municipalités dans la création d'associations nationales de municipalités. [31] Plus largement, on peut faire l'hypothèse qu'il n'y a pas de pays aux municipalités demandeuses à opposer à des pays à municipalités pourvoyeuses. [32] Il y a bien sûr des lignes de force dans la géographie des connexions, des palmarès (de moins en moins informels) ou trônent certains des gouvernements municipaux 'modèles' cités plus hauts : les villes allemandes ou britanniques sont bien souvent au premier rang des cités avec lesquelles les villes d'autres pays établissent des liens d'information et d'échange. Mais cette ubiquité est partiellement trompeuse, dans la mesure où les traces de ces connexions ne nous parviennent (en particulier à travers les sources imprimées) qu'au terme de véritables stratégies d'usage des références étrangères. Les informations ne sont pas recueillies, diffusées ou utilisées indifféremment : les courtiers de l'information municipale privilégient certains terroirs et en disqualifient d'autres dès lors qu'il s'agit de développer une stratégie de conviction. [33] D'autre part, les 'municipalités modèles' elles-mêmes s'avèrent aussi être à la recherche des 'bonnes pratiques'. Le cas de Glasgow est particulièrement exemplaire à cet égard. Alors même que la municipalité des bords de la Clyde faisait figure de 'Saint Graal' pour les réformateurs municipaux du monde occidental entre 1890 et 1914, ses élus et ses *municipal servants* continuaient d'explorer ce même monde pour y chercher des expériences propres à inspirer quelque adaptation locale. [34]

Les temps de la toile

Ces liens techniques entre municipalités, développés depuis le 19° siècle, banalisés au 20° et maintenus jusqu'à nos jours, se combinent assez tôt avec des dimensions autres. Dans un article récent sur le 'nouvel internationalisme' des municipalités, le sociologue canadien William Hewitt désignait les municipalités

comme un des nouveaux acteurs internationaux depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, par leur implication croissante dans les échanges éducatifs, culturels, économiques et diplomatiques, et leurs exigences récentes de prendre place dans les institutions de l'ordre mondial. L'étude des connexions municipales sur le long terme semble utile pour compléter ces perspectives. Le 'local' ne surgit pas ex abrupto dans le 'global' durant les dernières décennies. Les gouvernements municipaux ne font pas irruption sur la scène internationale avec les jumelages de l'après Seconde Guerre Mondiale, ou dans les années 1970-1980 autour des actions contre le régime chilien, l'apartheid ou pour le développement, ou à la faveur de la 'globalisation' des années 1980-2000. [35]

Le cas de la diplomatie municipale est éclairant. Il existe une pratique historique de l'action diplomatique municipale, dans le contexte de rapports internationaux dominés par les relations entre les états-nations. Des travaux mettent en évidence le travail diplomatique effectué, au début du 20° siècle, par diverses municipalités à des moments cruciaux des rapports entre grandes puissances européennes (Entente Cordiale, amitié anglo-allemande, tentatives de développement des relations entre français, britanniques et allemands). Ils rappellent ainsi que si la cartographie et la chronologie de la toile municipale ne se résument pas en un décalque des spasmes du système international, elles en jouent comme d'une possibilité et une contrainte.[36] Là, comme dans les connexions mises en place entre municipalités françaises et britanniques, [37] on constate que ce travail diplomatique est alors légitimé par l'échange technique autour des réalisations municipales. Cette base scientifique, technique, définie comme neutre et universelle, est jugée idéale pour s'acheminer vers une compréhension et une connaissance mutuelle qui, au regard des protagonistes, permettront de mettre en place des

relations internationales pacifiées et pacifiques. Loin du cœur symbolique du pouvoir d'Etat, loin des affaires qui impliquent des souverainetés fortes et des intérêts antagoniques, le détour par les municipalités a été de longue date posé sur ce terrain de la neutralité des échanges de savoirs et de techniques. Mais les municipalités ne sont pas simplement des paravents pour une diplomatie d'Etat qui avancerait masquée. Ses acteurs se pensent en complément, voire en opposition à cette diplomatie d'Etat qu'ils considèrent antagonique par nature alors que la diplomatie des villes serait coopérative.[38] Antoine Vion, dans une étude des jumelages entre villes européennes, a amené de nombreux éléments sur ce point en retraçant la démarche des inventeurs de la tradition des jumelages qui tentent de soutenir un projet de construction européenne 'à la base', conçu comme complémentaire et plus efficace que celui porté par les gouvernements nationaux. [39] En analysant ce moment, au tournant des années 1940 et 1950, Vion montre aussi qu'il s'est construit sur une activité municipale antérieure dans le secteur des échanges scolaires et de jeunesse. Il affine ainsi l'approche des jumelages, [40] notamment en mettant en lumière les enjeux organisationnels, le terrain des jumelages étant occupé et disputé par plusieurs organisations aux projets assez différents. Il souligne ainsi qu'il ne s'agit pas simplement d'un ensemble d'initiatives locales et contextuelles, mais d'un moment dans un tissu de relations entre municipalités, qui génère des enjeux propres. Si aujourd'hui les activités culturelles sont encore au cœur des jumelages, la montée en puissance des composantes économiques des accords de jumelage est frappante à la lecture de son article. Les jumelages d'aujourd'hui, entre villes européennes ou entre villes européennes et villes d'Asie ou des Amériques, sont des machines de promotion touristique, de facilitation commerciale et de recherches de débouchés pour ces entreprises de formation que

deviennent les universités du Nord. Les départements municipaux de relations internationales, monnaie courante dans les grandes et moyennes villes européennes ou nord-américaines, gèrent les jumelages comme des éléments économiques parmi d'autres, leur composante 'utopico-politique' décrite par Vion étant souvent placée au second plan. Mais, d'après des observations que j'ai faites dans des conférences récentes (United Cities and Local Governments 2004, Eurocities 2005), le 'bon vieux' jumelage basé sur les échanges culturels semble trouver un regain de faveur, dans un contexte où il est réinterprété comme un outil 'humain', capable de bâtir des liens entre des pays ou des civilisations en voie d'intégration (les voisins de l'Europe) ou d'antagonisation (Afrique, monde musulman). C'est redire que la toile municipale aujourd'hui peut puiser dans un répertoire de formules construites dans des phases antérieures de son existence.

Acteurs

De nombreuses connexions municipales n'impliquent pas en soi les gouvernements municipaux urbains. Leurs élus et leurs employés ne sont pas seuls à initier ou animer les enquêtes et démarches qui établissent des connexions et génèrent des flux d'information ou de personnes. Avec eux, bien d'autres acteurs participent à construire les canaux par lesquels l'information peut circuler. Pour le 19° siècle, on pense à ces ingénieurs des entreprises de services à réseaux, notamment ces Belges ou ces Britanniques qui essaimèrent à travers l'Europe (Allemagne, Italie) au gré des concessions signées par les municipalités pour les tramways, l'adduction d'eau, le gaz ou l'électricité. Quelques cas célèbres constatés, comme ceux des ingénieurs William Lindley père et fils en Allemagne, [41] ou de Louis Genis entre Bruxelles, Paris et Bordeaux [42], pointent notre regard vers des circulations

fondées sur l'existence de marchés du travail régionaux, nationaux ou internationaux dans l'ingénierie, l'architecture ou même l'administration municipale. La circulation des informations municipales a aussi pu procéder de la coopération entre entreprises et municipalités, comme dans le cas des activités de la *Foreningen af Byggeinteresserede i Aarhus* (Société pour la Construction d' Aarhus, créée en1916), qui organisa voyages, expositions et conférences sur les réglements de construction, la politique du logement, l'architecture et un certain nombre de sujets proches. Les voyages annuels que cette association organisa dans les villes européennes au cours des années 1950 comportaient des visites aux entreprises de construction, aux architectes et aux administrations municipales, accompagnés des habituels rituels de sociabilité (banquets, conférences). [43] Enfin, les entreprises qui se disputaient les marchés des services municipaux organisaient elles-mêmes la circulation de l'information, par leur présence aux congrès et expositions et leurs courriers aux municipalités, comme en témoigne dans de nombreuses archives municipales françaises la présence des brochures des sociétés qui fournissaient clés en mains des usines d'incinération dans le monde entier au début du 20° siècle.[44]

D'autres milieux participent à l'établissement et au fonctionnement de ces connexions entre municipalités. Universitaires, journalistes et publicistes, amateurs et professionnels de la 'réforme' (des médecins aux notables de la bienfaisance et de l'assistance en passant par les coopérateurs ou les animateurs de mouvements sociaux) sont parmi les plus actifs sur ce terrain. La toile municipale prend ainsi place dans un système de contraintes et d'opportunités lié aux divers groupes dont elle participe à travers ses acteurs. Ceux que l'on connaît le mieux aujourd'hui sont sans doute les *brokers* municipaux américains qui parcourent l'Europe, des années 1880 jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale. Grâce à Daniel Rodgers et à

Axel Schäfer, la manière dont Richard Ely, Frederic Howe, Leo Rowe, Albert Shaw, Frank Goodnow, Benjamin Marsh, Brand Whitlock et bien d'autres construisirent et utilisèrent la référence européenne dans leurs écrits et leurs actions sur les municipalités américaines nous est devenue familière. [45] Ces entrepreneurs de l'échange sont utilisés et sollicités, dans leur pays comme au dehors, pour véhiculer les éléments et les enseignements de leurs observations européennes et changer les modalités de fonctionnement des gouvernements municipaux urbains. Ils ont de nombreux émules européens avec lesquels ils sont souvent en contact.[46] Ceux ci sont, comme eux, de grands voyageurs et/ou de grands épistoliers, et amassent une documentation encyclopédique, qu'ils publient en partie, sur le gouvernement des villes de leurs pays et des pays étrangers. Quelques-uns nous sont mieux connus. Marjatta Hietala a ainsi mis en lumière le chirurgien Albert Palmberg, d'Helsinki. Publiciste et praticien de l'hygiène publique municipale, ce pèlerin de l'Europe des congrès est un grand lecteur des publications étrangères, en contact permanents avec ses homologues européens. [47] Yngve Larsson, pour sa part occupe au cours de sa carrière des fonctions d'élu, d'employé municipal, d'ingénieur et d'enseignant, et il est une autre de ces têtes de réseau capable de faire circuler l'information en Scandinavie sur une longue période. Il illustre la longévité fréquente de ces grands entrepreneurs ès-connexions municipales. Larsson est encore un jeune universitaire, directeur de l'Union des villes suédoises lorsqu'il publie en 1909 son *KommunalFörvaltningens och arbetstsätt* qui explore les villes suédoises, françaises, prussiennes, autrichiennes, danoises et norvégiennes. Par la suite, il est l'auteur du plan de réorganisation de l'administration municipale de la capitale suédoise, secrétaire, conseiller municipal puis commissaire à la circulation de Stockholm. On le retrouve toujours vif dans les années 1930, enquêtant et conférant aux Etats-Unis à

l'invitation du Spelman Fund of New York, puis diffusant en Suède les solutions qu'il a observées (gestion du personnel municipal, organisation d'un réseau de *playgrounds* pour enfants) . [48] La liste est longue de ces personnalités ubiquistes. Membres des élites réformatrices comme le britannique Thomas Horsfall, [49] polygraphes hyperactifs à la Patrick Geddes [50], fonctionnaires para-municipaux comme Riccardo Bachi [51], jeunes thésards des Facultés de droit françaises [52], socialistes municipaux italiens, [53]ce sont tous à divers degrés des hommes qui peuvent identifier, mobiliser, présenter et adapter, dans et à leur milieu, des éléments concernant l'activité municipale de villes étrangères ou nationales.

Il faut souligner que les différents types de connexions peuvent avoir leur propre temporalité : celle du monde savant et de ses paradigmes changeants et celles de la 'diplomatie municipale' inscrite dans les mutations du contexte diplomatique international, ne sont pas forcément les mêmes. Ceci dit, ces actions s'inscrivent dans une rythmique générale des connexions municipales au 20° siècle. Bien provisoirement, on peut en faire le tableau suivant, tout en soulignant qu'il est un repère plus qu'une référence, et qu'il vaut avant tout pour l'Europe. Le tournant des 19° et 20° siècles est un temps fort, une période de croissance exponentielle des connexions municipales tant nationales qu'internationales. Les rencontres, les visites, les écrits se multiplient, en autant d'occasions où les expériences municipales sont décrites, mesurées, comparées à l'aulne de l'universalité proclamée de l'urbanisation et du fait municipal. Dans les années 1920-1930, la toile se structure autour de quelques foyers (associations, congrès, revues), et l'échange municipal se fait presque routinier, tout en se concentrant sur les dimensions techniques voire scientifiques du gouvernement municipal urbain. [54] Cette routine

autorise d'ailleurs, sans paradoxe, à la fois une interprétation de ce moment comme ''âge d'or' , proposée par Patrizia Dogliani, ou comme période de 'stagnation', suggérée par Oscar Gaspari. [55] L'activité inter municipale baisse d'un ton aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, comme en une conséquence de l'institutionnalisation assez générale de *welfare states* qui ont absorbé une grande partie des compétences et des innovations municipales. La vitalité des connexions municipales se manifeste néanmoins autour du thème de la construction européenne, puis sur le terrain de la coopération avec les villes des pays issus de la décolonisation.[56] Les liens entre municipalités se multiplient à nouveau à partir des années 1980. Cela est particulièrement clair en Europe : sous l'effet conjoint de modifications du jeu institutionnel européen (préparation du marché unique, de l'union monétaire, mise en place de programmes de développements régionaux, élection au suffrage universel du parlement Européen…), de données internationales (dislocation du Bloc de l'Est et fin de la guerre froide ; accélération de la compétition pour l'attraction des flux de capitaux, d'entreprises, d'hommes ; évolution du rôle de l'Etat) et de modifications des structures politiques internes à certain états (décentralisation française, régionalisation dans de nombreux pays), les connexions municipales de tous types refleurissent. [57] Rencontres entre maires des grandes villes ('Davos des maires' organisé à Lyon par l'institut Aspen en avril 2000, Sommet des Maires du Monde à Paris en mars de la même année), associations et réseaux de municipalités organisés par région, taille ou thème (villes portuaires, grandes villes, capitales, métropoles moyennes avec Eurocities créé en 1986 [58]), floraison des accords économiques et culturels (en Europe et en direction des pays en développement), circulations nationales intenses autour de problématiques liées au management et à l'action économique scandent les deux dernières décennies. Les

proclamations sur un 'XXI° siècle des villes', le statut ambigu des nouvelles associations où la compétition est autant sensible que la coopération, [59] la logique de la 'ville entrepreneuriale' marquent ce nouveau moment fort. Ce nouvel avatar des connexions municipales européennes semble lié à une 'montée en puissance des villes'. [60] De là à faire l'hypothèse que les villes, aux domaines de souveraineté réduits par le gonflement des *welfare states* dans les années 1940-70, sont 'de retour' à cause de nouveaux fonctionnements de l'ordre international qui feraient la part belle aux modèles de '*competition state*' ou de '*virtual state*', [61] il y a un pas qui ne sera pas franchi ici. Mais une étude plus poussée des connexions municipales dans le long terme pourrait contribuer à apporter sur ce point des éléments de réponse qui soient moins tributaires de la rhétorique des acteurs, notamment les élus des métropoles, prompts à utiliser l'histoire pour justifier leurs revendications d'importance et d'autonomie.

II. Tisser la toile

L'activité des 'entremetteurs' municipaux évoqués plus haut permet d'aborder la variété des moyens employés pour établir et soutenir les connexions municipales. Etre en correspondance avec un ou des spécialistes, nouer des amitiés avec des pairs, visiter les réalisations municipales, assister à des rencontres collectives ou se plonger régulièrement dans la lecture de textes imprimés n'établit pas le même genre de relation ni la même proximité aux acteurs et aux réalisations municipales d'autres villes dans d'autres pays. La toile municipale est faite de tous ces fils, qu'ils se tissent dans la distance de l'écrit ou dans la proximité de la visite.

Ecrits : correspondances, revues

L'écrit demeure pendant longtemps le mode dominant des connexions municipales. Il faut mentionner ici les correspondances entre villes, ces questionnaires copiés, ronéotypés puis imprimés envoyés à d'autres municipalités pour solliciter leur expérience sur les terrains les plus divers. [62] Outre qu'ils aient parfois servi à de base à des contacts 'vivants' ultérieurs, ces questionnaires contribuent à faire circuler ces matières premières du gouvernement municipal que sont rapports, dessins, plans, règlements, qu'on trouve souvent joints aux réponses reçues par la municipalité demandeuse. Ces correspondances abolissent les distances et permettent aux demandeurs de chercher des réponses là où ils le souhaitent. Un questionnaire que la municipalité de Bordeaux établit en 1871-72 sur diverses questions techniques est ainsi envoyé à Belfast, Berlin, Bruxelles, Florence, Francfort, Liverpool, Londres, Munich, Newcastle, Philadelphie, Stettin, Stockholm, Venise et Vilnius. [63] Mais c'est aussi, et peut être surtout, dans la correspondance entre individus que prend place le travail de connexion et de circulation. Comme dans la République des Lettres, des correspondances régulières ou occasionnelles relient les acteurs de l'action et de la discussion municipale. Demandes de renseignements, propositions de collaborations, joutes théoriques, échanges d'hommages et d'allégeances les parsèment. Ces correspondances individuelles sont difficiles à exploiter systématiquement d'autant qu'elles sont rarement conservées, notamment dans le monde européen. Parcourir les correspondances de certains acteurs de la réforme municipale américaine, comme par exemple celle du '*scholar in politics'* Charles Merriam montrent l'intensité de ce qui s'y échange. La correspondance entre Alessandro Schiavi et Edgard Milhaud, étudiée par Patrizia Dogliani, illustre cette richesse.[64] Elle est particulièrement remarquable pour deux

raisons. La première, c'est qu'elle est aveugle. C'est en 1951 que le résident genevois rencontre le compagnon italien avec lequel il correspond depuis 1909. [65] Cette absence de connaissance directe n'a aucunement empêché un échange fort entre les deux hommes, conscients de ce qu'ils partagent tout autant que convaincus de l'intérêt mutuel à croiser leurs informations. Le deuxième fait remarquable de la correspondance Milhaud-Schiavi, c'est qu'elle a en grande partie pour objet la collaboration du second aux revues animées par le premier. Une grande partie de la correspondance de Milhaud, aujourd'hui éparse entre plusieurs lieux d'archives, est en fait vouée à ce travail de fourmi qui consiste à faire passer les informations et les informateurs du domaine de l'épistolaire à celui de l'imprimé.

Revues, articles de journaux, livres, brochures sont tout autant les manifestations, les supports et les causes des connexions municipales. Le cas des revues est tout particulièrement remarquable. [66] Soit entièrement consacrées au thème municipal, soit lui faisant une bonne place, elles fleurissent dans l'Europe du tournant des 19° et 20° siècles, tout comme de l'autre côté de l'Atlantique. Leur durée de vie , leur diffusion, la qualité et la quantité de leurs collaborateurs, la nature de leur contenu est bien sûr très variable. Mais toutes, à des degrés divers, sont marquées par la préoccupation explicite de créer des liens, de diffuser les informations sur les expériences, et le plus souvent de donner une dimension internationale à cette organisation des flux. [67] La revue italienne *Germinale,* la néerlandaise *De Gemeentestem*, la polonaise *Samorzad Miejski* sont quelques-unes des multiples publications dont l'avant garde est peut-être formée par la l'*American City Magazine* et la *Review of reviews* états-uniennes, le *Municipal Journal* londonien, la *Kommunale Praxis*, les *Annales de la Régie Directe* et la *Riforma Sociale*. Ces dernières sont parmi les plus connues, les plus citées, les plus lues

peut-être. Mais chaque pays compte un ou plusieurs périodiques spécialisés, de nombreuses revues à audience régionale alors même que les grandes revues politiques, réformatrices ou savantes, ainsi que la presse quotidienne se dotent souvent de chroniques et rubriques municipales dans les premières décennies du 20° siècle. Grâce et à travers leurs auteurs et les membres de leurs comités éditoriaux, elles engagent ou accueillent des débats d'ampleur internationale, tentent de structurer le champ de l'étude du gouvernement municipal et font circuler l'information. Comme Milhaud aux *Annales* ou Harold Buttenheim à l'*American* , leurs rédacteurs en chefs-fondateurs, sont, cause et/ou conséquence de leur fonction, au centre de réseaux très étendus qui leur permettent de solliciter contributions et collaborations lointaines.

Le lien est très étroit entre cette littérature municipale périodique (celle des revues et des journaux quotidiens) ou éphémère (brochures) et le livre entendu comme événement éditorial unique. De nombreuses séries d'articles qui documentent les activités des gouvernements municipaux urbains sont transformées en livres, alors que les comptes-rendus d'ouvrages sont une activité capitale des revues à thème municipal et que les livres à thème municipal circulent très vite. La discussion est en effet résolument internationale. Le cas le plus connu aujourd'hui est sans doute celui des régies municipales, depuis les années 1880 jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale. [68] Les principaux textes du débat sont traduits en plusieurs langues, tout particulièrement *On municipal and national trading* de Lord Avebury . Les traducteurs sont la plupart du temps des individus qui participent au débat dans leur propre espace national, et les positions prises dans les discussions locales ou nationales se basent toujours sur des références étrangères. Les diverses publications se répondent ainsi par dessus les frontières ou les océans et

forment le langage commun de ceux qui s'accordent ou se disputent autour des thèmes liés à l'activité municipale.

Voyages

Nombre de ces ouvrages et articles cités et utilisés à travers les divers pays occidentaux avaient leur origine dans un voyage ou un séjour d'enquête. Les exemples les plus connus en sont les récits des voyageurs municipaux américains, d'abord publiés dans la presse quotidienne puis repris en volumes.[69] Le séjour dans des villes étrangères, par les expériences directes qu'il implique, les contacts qu'il établit, les récits qu'il autorise, est un élément essentiel de l'alchimie des connexions municipales. Ses modalités sont diverses. Chez nombre d'universitaires et/ou d'élus, un séjour d'études dans les universités étrangères est le moment qui a fondé leur regard sur le fonctionnement des municipalités étrangères puis, en retour, sur les municipalités de leur propre pays. Robert Hertz, introducteur en France des textes des *Fabians* britanniques, pivot du Groupe d'Etudes socialiste à Paris, a étudié en Grande-Bretagne ; les Français Edgard Milhaud et Albert Thomas en Allemagne, tout comme l'Américain Charles Merriam ou le Japonais Seki Hajime. [70] L'exil politique ou conjoncturel a lui aussi contribué à fonder liens et échanges, comme pour l'Italien Enrico Ferri en Belgique, ou pour de nombreux belges dans la France de la Première Guerre Mondiale. [71] Le voyage initiatique et fondateur, tel celui du Français Henri Sellier en Allemagne à l'âge de 18 ans, n'est pas rare dans les trajectoires de socialisation et d'acculturation des entrepreneurs en connexions. Les curiosités et les liens créés par ces séjours de longue durée créent des liens personnels durables qui se transforment en canaux où circulent textes, idées, statistiques, et d'autres denrées moins matérielles (reconnaissance, estime, soutien). [72]

Souvent plus brefs, les voyages d'études n'en sont pas moins importants. Certains sont de véritables courses, tel le voyage lyonnais aux abattoirs allemands évoqué plus haut. D'autres tiennent plus de la navigation au long cours, comme ces tournées de plusieurs mois présentées par Marjatta Hietala. Au retour de tous ces voyages, outre le rapport présenté au Conseil Municipal et souvent publié sous forme de brochure, outre la production d'un projet municipal nourri par les observations faites lors du voyage, il est commun de voir les membres des délégations multiplier les conférences devant les associations civiques, les groupes politiques ou les syndicats. [73] En dehors de ces modalités déjà bien en place au 19° siècle, la première moitié du 20° siècle voit apparaître une nouvelle formule. A l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, de nombreux congrès et expositions spécialisés attirent depuis les années 1880 les voyageurs municipaux, autour des thèmes de l'hygiène, de la technique sanitaire, de l'urbanisme, de la médecine, de l'éducation…. [74] L'objet municipal prend place dans ce concert, avec l'apparition d'expositions et de congrès entièrement consacrés aux activités des gouvernements municipaux urbains. La *Städteaustellung* de Dresde en 1903, où 28 villes allemandes exposèrent leurs réalisations, fut la référence en la matière. Les expositions se succédèrent par la suite, à un rythme effréné jusqu'en 1914, moins fréquemment par la suite. [75] Elus, universitaires, employés municipaux, se trouvent successivement ou simultanément organisateurs, visiteurs, conférenciers ou exposants et c'est en provenance de villes du monde entier qu'ils parcourent l'Europe de bout en bout, de Séville à Berlin, de Gand à Prague. La multiplication de ces rencontres, ainsi que l'organisation progressive de ce milieu international, donna à ces rencontres une fonction croissante de sociabilité, et finit par faire naître un milieu aux figures, thèmes, concepts et disputes récurrents. [76] Aux lendemains de la

Première Guerre mondiale, le congrès ou la conférence, originellement sous-produits de l'exposition, prirent en effet le pas sur celle-ci et devinrent le pivot de l'activité d'associations spécialisées, en un mouvement d'institutionnalisation des connexions municipales qui prolonge 'l'internationalisme organisateur' du début du siècle. [77] Congrès, exposition et association ont d'ailleurs partie liée dès le début des manifestations ayant pour sujet le gouvernement municipal. C'est à Dresde en 1903 qu'est fondé le *Deutsche Städtetag*, qui rassemble les organisations régionales des municipalités allemandes ; c'est lors du Premier Congrès International et Exposition Comparée des Villes à Gand en 1913 que se met en place l'Union Internationale des Villes. La toile municipale, si elle continue de fonctionner par le truchement des relations plus ou moins informelles qui relient des municipalités, des élus, des techniciens ou des savants, est de plus en plus le terrain d'action d'organisations structurées et pérennes.

Organisations

Cette institutionnalisation de la toile est un fait important de son histoire, tant dans le cadre des états nationaux qu'à l'échelle internationale. On ne peut pas résumer ce processus par l'idée simple que les associations nationales (d'élus, de municipalités, de techniciens) se formeraient d'abord, éventuellement sur la base d'organisations régionales, puis se réuniraient en une ou plusieurs associations internationales, le tout suivant l'implacable logique de l'emboîtement géographique pyramidal ou celle de l'homologie des positions et des enjeux entre champs nationaux et champ transnational. La chronologie pointe, de manière rudimentaire, ce problème. L'Union des Villes Belges est créée en 1913 en même temps que l'Union internationale des Villes, et celle-ci va faire éclore nombre de sections

nationales dans des pays où les municipalités n'étaient pas ou peu organisées. Le Conseil des Communes et Régions d'Europe opère sur le même modèle dans les années 1950. Ces interactions entre le national et le local ne se réduisent d'ailleurs pas à l'expansion ordonnée des associations internationales. Les connexions internationales jouent dans la mise en place des associations nationales : en Italie, les discussions autour de la création de l'*Associazione Nazionale dei comuni italiani* en 1901 se définissent en partie en référence aux expériences anglaises d'organisation, et l'*Unione Statistica delle città italiane* est une émulation explicite des réalisations allemandes. [78] Les différents niveaux en cause ont des logiques propres, et les interactions entre eux sont d'un autre ordre que celui de la progression linéaire. Un espace spécialisé se met en place, avec des logiques propres.

III. L'Internationale Municipale

Il est essentiel, pour saisir le cadre dans lequel évolue l'activité des grandes associations internationales municipales, de tenir présent à l'esprit le fait que les connexions municipales internationales participent au champ des relations internationales. Si le postulat implicite est ici qu'elles contribuent aussi à formuler ces relations entre états, et qu'elles n'en suivent pas toutes les inflexions, il n'est aucunement question d'oublier la manière dont les relations inter-étatiques contraignent les relations inter-municipales. Les chronologies et les pratiques en sont marquées, comme on s'en rend compte si l'on pense à l'adhésion du *Deutsche Städtetag* à IULA quatre jours après l'adhésion allemande à la Société des Nations. D'autre part, si la sphère internationale a son autonomie, la manière dont sont structurées nationalement les organisations d'élus ou de municipalités va orienter

certaines de leurs actions à l'échelle internationale. Ainsi le *Deutsche Städtetag*, dominé par les *Burgermeister* libéraux et soumis aux directives du Ministère des Affaires Etrangères du Reich, ne participe t-il pas en tant que tel à la conférence fondatrice de l'Union des Villes, à cause du rôle qu'y jouent les socialistes belges tout autant qu'en raison du contrôle strict exercé par le gouvernement allemand sur les activités internationales de la société civile allemande. [79] Enfin, et de manière évidente, l'échelle internationale ne dénoue pas par magie les relations de domination et de dépendance qui peuvent exister entre états et municipalités, comme lorsque le gouvernement néerlandais établit clairement les limites de la discussion des années 1950 sur la mise en place d'un Institut de crédit communal européen, en promettant de mettre en cause l'existence de l'association des communes néerlandaises si une telle initiative venait à être approuvée. [80] Ceci dit, les divers groupements actifs à l'échelle international travaillent à subvertir ces systèmes de liens et de contraintes en portant la cause de l'autonomie du gouvernement municipal. Il s'agit donc autant de faire avec que de faire contre.

Le paysage organisationnel international est relativement simple, en opposition à la fragmentation qui marque l'associationnisme national. Le terrain municipal apparaît certes dans les préoccupations de plusieurs groupements internationaux, l'Institut International des Sciences Administratives l'International Federation for Housing and Town Planning, le Comité Permanent des Congrès Internationaux de l'Habitation, la *Kommunale Vereiningung für Wohnungswesen,* les Congrès Internationaux de l'Art Public, [81] l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens Municipaux [82] ou l'Association Internationale des Congrès de la Route. Mais, de longtemps, il n'y a qu'une seule association internationale de

gouvernements municipaux urbains, l'Union Internationale des Villes/ IULA fondée à Gand en 1913. Les tentatives précédentes, liées à l'Internationale Socialiste ou imaginées dans d'autres milieux, de même que quelques 'concurrences' plus ou moins solides attestent de la difficulté à créer et maintenir une telle association. [83] On ne reviendra pas ici en détail sur l'histoire spécifique de IULA, celle de ses congrès, de son organisation et des divers enjeux dont elle est l'objet, [84]si ce n'est pour souligner deux éléments. D'une part, l'élargissement continu, mais non linéaire, de son audience et de son rayon d'action. Centrée sur l'Europe continentale occidentale dans ses débuts, IULA élargit son audience vers l'Europe orientale, les Amériques et certaines parties des empires coloniaux européens au cours des années 1920-1930. Les années 1950-1960, où s'affirment certaines options prises aux lendemains de la seconde Guerre Mondiale, sont marquées par l'importance croissante des thèmes et des participants liés aux espaces asiatiques et africains. D'autre part, l'histoire longue de IULA témoigne de la tension continue entre un pôle 'utopico-politique' et un pôle 'technico-administratif', incarnés au sein de l'Union par des acteurs individuels et collectifs, inscrits dans des thèmes de travail et des manières de faire et de dire. Ces pôles sont aussi incorporés dans des rôles, des conduites individuelles et collectives générées par des appartenances politiques, théoriques ou nationales, ce qui explique que la tension se maintient et ne se résout pas par la disparition de l'un des deux pôles. [85] Cette tension évolue de la manière suivante : la primauté du premier pôle jusqu'au milieu des années 1930, une situation qui fait la part belle aux valeurs du second entre le milieu des années 1930 et le milieu des années 1980, puis un retour en force des valeurs politico-utopiques dont témoignent les thèmes des derniers congrès, où les mots 'diversité',

‘communauté’, ‘démocratie’, ‘paix’ reviennent en force. Cette évolution interne se fait dans l’interaction avec tout un système d’acteurs transnationaux.

Depuis le début du 20° siècle, IULA fait partie du système des associations internationales, et se trouve en relation de coopération ou de conflit avec les associations citées plus haut qui incluent la donnée municipale dans leur activité. Ces associations partagent à la fois leurs thèmes, leurs leaders, leurs membres et leur public, et cette proximité se traduit par une concurrence forte. En particulier dans les années 1920-1930 où IULA recherche une hégémonie sur l’urbain et se définit une vocation à fédérer l’activité d’associations plus spécialisées. [86] Cette atmosphère de rivalité s’accroît avec la création d’autres associations municipales dans l’Europe des années 1940-1950. Le Conseil des Communes et régions d’Europe, l’Union Internationale des Maires (franco-allemande), le Monde Bilingue, la Fédération Mondiale des Villes Jumelées et IULA ne cohabitèrent pas dans la plus parfaite harmonie. Cela fut patent tant sur le terrain européen que sur la scène globale, en particulier pour les deux dernières organisations. La lutte pour la détention du pouvoir de représentation des municipalités, le climat de guerre froide et les tensions politiques en firent des ennemies intimes pendant de longues années durant lesquelles il y eut une véritable division du mouvement municipal européen et mondial. La ‘guerre des jumelages’ évoquée par Antoine Vion en fut un des terrains privilégiés, mais on retrouve les traces de ces affrontements à l’intérieur des espaces nationaux, dans le rapport aux institutions européennes, dans les tentatives de monopoliser la représentation des gouvernements municipaux auprès de l’ONU ou de l’UNESCO. Officialisée lors du Congrès de Paris en mai 2004, la fusion entre la Fédération Mondiale des Villes Jumelées , IULA et Métropolis pour créer *United Cities & Local Governments*, a été la dernière d’une série qui a pacifié ce milieu des

associations municipales depuis 1985. Mais on peut d'ores et déjà se demander comment l'accent croissant mis sur la circulation des expériences par certaines des organisations nées dans les années 1980 , en particulier Eurocities, va jouer sur les relations entre les composantes du système des associations internationales. De nouvelles concurrences sont sensibles entre *United Cities* et les nombreux réseaux thématiques de villes, et l'ouverture d'un nouvel espace de représentation et de négociation auprès des Organismes intergouvernementaux pourrait enclencher une nouvelle batailles entre diverses instances qui prétendent représenter les villes et de pouvoir locaux.[87]

En effet, les diverses associations évoquées dans le paragraphe précédent ont été et sont insérées dans un système international complexe, aux côtés des organisations intergouvernementales régionales et mondiales. Sans rentrer ici dans le détail, [88] il est important de revenir brièvement sur la longue durée de ces rapports. IULA, comme bien d'autres associations internationales, a eu avec les organisations nées du Traité de Versailles (Bureau International du Travail et Société des Nations) une relation difficile, marquée par la différence des principes d'action et de perception entre des associations, fussent-elles de gouvernements municipaux urbains, et une organisation d'états. Un changement majeur se produit aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, lorsque IULA et bien d'autres associations internationales, labellisées Organisations Non Gouvernementales, sont associées à l'activité des Nations Unies, de l'UNESCO, de la Banque Mondiale et des autres agences du nouvel ordre mondial. Ce changement est fortement lié à l'action exercée par le cousin américain sous ses différents avatars.[89] La présence états-unienne parcourt d'ailleurs l'histoire des connexions municipales au 20° siècle, des visiteurs de la réforme municipale américaine à Glasgow jusqu'aux activités

diplomatiques du Département d'Etat, en passant par les programmes des grandes Fondations philanthropiques américaines et la manière dont les expériences municipales américaines sont utilisées en Europe. L'histoire des associations internationales de municipalités, l'économie des échanges savants autour du thème municipal, l'usage des références étrangères dans le débat municipal, la circulation des savoirs et des techniques doivent être considérés à l'échelle transatlantique et dans la longue durée dès lors que l'on aborde le 20° siècle.

Conclusion

Cette histoire de la toile municipale s'inscrit dans l'économie générale des différents discours de l'universel qui coexistent dans le monde contemporain. Les imbrications sont nombreuses entre les connexions municipales, leurs principes, leurs acteurs, leurs structures, et un certain nombre de projets sociaux et politiques à vocation universaliste, notamment ceux de 'l'utopie planétaire' récemment scrutés par Armand Mattelart. [90] Bien souvent, on retrouve ceux qui participent à la toile municipale dans d'autres espaces transnationaux voués à la défense de cause ou de principes d'organisation sociale ou politique : socialisme, pacifisme, libéralisme démocratique. Mais la toile municipale a son propre enjeu d'universel, que partagent les protagonistes qui se retrouvent sur la toile municipale. Il s'agit, au travers des congrès, des publications, des voyages, du travail des associations, des rapports des savants, des discours des élus ou des projets des techniciens, de définir une forme de gouvernement municipal à vocation universelle et un ensemble de 'bonnes pratiques', solutions techniques, administratives ou politiques valides à travers l'espace. Réinscrire cette 'fabrique de l'universel' dans le temps long de sa formulation, des débats autour de sa définition, des positions et ressources de ses

protagonistes, est un des enjeux des recherches en cours sur les circulations de savoirs, de services, d'idées ou de personnes entre et au sujet du gouvernement municipal urbain. Celles ci sont en voie de développement, notamment par le biais de recherches locales ou nationales attentives à l'insertion dans les flux transnationaux. [91] Pour cela, une attention plus poussée doit être prêtée aux fonctionnements de la toile municipale dans des périodes ou des espaces encore peu familiers des chercheurs qui s'intéressent à ces questions. Les circulations impériales,[92] l'insertion dans la toile municipale des acteurs des pays qui accèdent à l'indépendance dans les années 1950-1960, le développement des liens entre gouvernements municipaux du bloc occidental et du bloc soviétique, les pratiques de coopération-développement entre villes du Nord et du Sud à partir des années 1960 méritent une attention soutenue, de même que les toiles régionales créées en Asie ou au Moyen-Orient dans les années 1980. Mais, de même que les études sur d'autres types de configurations transnationales ont montré l'intérêt à tenir ensemble des périodes historiques éloignées, ces explorations doivent se faire en reliant la spécificité des contextes chronologiques , institutionnels ou culturels, avec les répertoires de pratiques techniques et organisationnelles constitués depuis la fin du 19éme siècle. [93]

Cela est d'autant plus vital que divers indices suggèrent l'utilité de tenir ensemble l'étude des connexions municipales passées et présentes. Le fait qu'au sommet Habitat II d'Istanbul de 1996 les municipalités aient été invitée à siéger aux côtés des Etats ; le recours de plus en plus fréquent que les organisations intergouvernementales font aux pouvoirs locaux et à leurs associations ; la refonte du mouvement associatif municipal international au printemps 2004 et son effort pour traiter directement avec les grands bailleurs de fonds internationaux ; les

programmes et actions de certaines municipalités et associations de municipalités européennes autour des thèmes de l'environnement, de la société de l'information ou du rapport Nord-Sud, sont de ces évènements récents. [94] Plus que de marquer un tournant, ils s'inscrivent dans une longue durée historique où le municipal, loin d'être un theâtre 'local' sur lequel les contraintes du 'global' viennent s'exercer, en est constitutif. La relation des deux termes ne se résume pas en une causalité cascadante (le global change le local) ou paradoxale (la globalisation s'accompagne de la fragmentation et de la résurgence du local). On aurait plutôt affaire à des trajectoires (d'individus, de groupes, de mots, de concepts) ou à des formations (évènements, institutions…) transnationaux, qui traversent des scènes sociales que nous qualifions par commodité de locales, nationales ou internationales, et s'y déploient simultanément ou successivement. L'étude de la toile municipale, en ses commencements, permet ainsi de contribuer au travail sur la compréhension historique des interconnexions qui mettent en résonance les divers pays et régions du globe à l'époque contemporaine, et par là même de travailler à historiciser cette 'globalisation' qui est devenue un lieu commun de nos travaux de sciences humaines et sociales. Par la ville, une fois encore, peut ainsi se comprendre le parcours de nos sociétés contemporaines.

[1] Sur ces aspects, Michael Werner et Bénedicte Zimmermann, ''De la Comparaison à l'Histoire Croisée'', Le Genre Humain, 15 (Avril 2004), 15-52; Pierre-Yves Saunier ''E

Pericoloso Sporgersi ? Attrazioni e Limiti dell'Approccio Transnazionale', Contemporanea, VII, 1 (Janvier 2004), 114-122 et ''Circulations, Connexions et Espaces Transnationaux'', Genèses, 57 (décembre 2004), 110-126

[2] Je pense notamment aux *social movements* de Tarrow, aux *transnational advocacy networks* de Keck et Sikking, à la *global civil society* de Rosenau, et autres *policy networks*, *transnational governance networks* et *epistemic communities*

[3] Fernand Braudel, Civilisation Matérielle, Economie et Capitalisme XV°-XVIII° Siècles, volume 3 Le Temps du Monde (Paris, Armand Colin, 1980) ; Janet L. Abu-Lughod, New York, Chicago, Los Angeles : America's Global Cities (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999) ; Brian Berry ''Cities as Systems within Systems of Cities'', Regional Science Association. Papers and Proceedings, 13, (1964) 147-163 ; Saskia Sassen, The Global City : New York, London, Tokyo (Princeton, Princeton University Press, 1991) ; Peter Hall, The World Cities (Londres, Weidenfeld and Nicolson, ed.or. 1966).

[4] Peter J Taylor, World City Network. A Global Urban Analysis (Londres, Routledge, 2004). Les travaux du groupe GaWC sont accessibles depuis http://www.lboro.ac.uk/gawc/

[5] Peter Kark Kresl et Earl H. Fry, The Urban Response to Internationalization (Cheltenham, Edward Elgar, 2005)

[6] Richard Gilbert et al. Making Cities Work: the Role of Local Authorities in the Urban Environment (London, Earthscan 1996), 92 ; voir aussi les travaux de Harriet Bulkeley et Michele Betsill, a commencer par leur Cities and Climate Change: Urban Sustainability and Global Environmental Governance.(London, Routledge. 2003)

[7] On rejoint par là certaines des propositions de Patrick Le Galès, Le Retour des Villes Européennes (Paris, Presse de la Fondation des Sciences Politiques, 2003)

[8] Voir à ce sujet Wolfgang E.J Weber, ''Herrschafts und Verwaltungswissen in Oberdezutschen Reichsstädten der Frühen Neuzeit'', Jahrbuch für Europäische Verwaltungsgeschichte, 15 (2003), 1-28.

[9] Philippe Guignet, Le Pouvoir dans la Ville au XVIII° Siècle. Pratiques Politiques, Notabilité et Ethique Sociale de part et d'autre de la Frontière Franco-Belge (Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1990; Catherine Denys, Police et Sécurité au XVIII°Siècle dans les Villes de la Frontière Franco-Belge (Paris, L'harmattan, 2002). Il y a plus de 70, Paul Bonenfant ans avait déjà dessiné

la richesse et l'impact des échanges, enquêtes, visites entre villes des Pays-Bas espagnols dans le domaine de l'assistance (Paul Bonenfant, ''Le Problème du Paupérisme en Belgique à la Fin de l'Ancien Régime'(Université de Bruxelles thèse de doctorat, 1934), citée par Guignet , op.cit.)

[10] Cf. les travaux de Fabio Rugge sur le régime juridique des villes allemandes et italiennes, à commencer par Il Governo delle città prussiane tra '800 e '900 (Milan ; Giuffré, 1989)

[11] Un exemple de ce processus dans Nora Lafi, ''From Europe to Tripoli in Barbary, via Istanbul : Municipal Reforms in an Outpost of the Ottoman Empire around 1870'' , dans Joe Nasr et Mercedès Volait, dir., Urbanism. Imported or Exported ? Native Aspirations and Foreign Plans (Chichester, Wiley, 2003), 187-206

[12] Un exemple parmi d'autres avec Bénédicte Zimmermann, La Constitution du Chômage en Allemagne. Entre Professions et Territoires (Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001). On suggère d'ailleurs ici implicitement qu'un grand nombre de ces innovations ont découlé des interactions ayant lieu sur la toile municipale

[13] Charles Merriam, Spencer Parratt et Albert Lepawski, The Government of the Metropolitan Region of Chicago (Chicago, University of Chicago Press, 1933)

[14] Cela est net aujourd'hui dans des conflits de compétence entre municipalités et gouvernements métropolitains sur le contrôle des outils des relations internationales urbaines (coopération décentralisée, jumelages), qui se traduisent par des ajustements au sein même des services en charge de ces outils.

[15] Sur la perception de ce paysage commun comme précondition aux circulations, Daniel T. Rodgers, Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age ((Cambridge,The Belknap Press of Harvard University Press, 1998), 33

[16] Jeffrey Hanes, Seki Hajime and the Reinvention of Modern Osaka (Berkeley, University of California Press, 2002)

[17] Bernard Lepetit et Christian Topalov, dir., La ville des sciences sociales (Paris, Belin, 2001) ; Michael Frisch, "Urban theorists, urban reform and American political culture in the Progressive period", Political science quarterly, 97, 2 (1982), 295-315 ; Thomas Bender , "Intellectual, cities and citizenship in the United States : the 1890s and 1990s", Citizenship studies, 3, 2 (1999), 203-220

[18] Citynet (The Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements), a été crée en 1987 et est basé à Yokohama (Japon).

[19] Pierre-Yves Saunier, ''Changing the City: Urban International Information and the Lyon Municipality, 1900-1940'', Planning perspectives, 14, 1 (1999), 19-48

[20] Pierre-Yves Saunier, ''Les Voyages Municipaux Américains en Europe 1900-1940. Une Piste d'Histoire Transnationale', Jahrbuch für Europäische Verwaltungsgeschichte, 15 (2003), 267-288.

[21] Saunier, ''Changing'', 21-22

[22] Ainsi du voyage qui emmène 16 techniciens, élus et experts lyonnais en Angleterre pour étudier les réseaux d'égouts. Le conseil approuve le voyage d'études le 23 décembre 1918, et la délégation quitte Lyon le 2 janvier. Elle arrive dans les villes visitées avant les lettres qui annoncent sa venue.

[23] Pour une mise en place, voir Christopher Endy, ''Travel and World Power : Americans in Europe 1890-1917'', Diplomatic History, 22 (4), 565-594 et Cold War Holidays: American Tourism in France (Chapel Hill, North Carolina University Press, 2004). Les exemples qui suivent concernent des personnages couverts dans les différents articles de l'auteur cités dans cet article.

[24] Les éléments qui suivent sont extraits de William B.Cohen, Urban Government and the Rise of the French City. Five Municipalities in the 19th Century (New-York, Saint Martin's Press, 1998) ; Marjatta Hietala, Services and Urbanization at the Turn of the Century. The Diffusion of Innovations (Helsinki, SHS, 1987), et ''Transfer of German and Scandinavian Administrative Knowledge : Examples from Helsinki and the Association of Finnish Cities'' Jahrbuch für Europaïsche Verwaltungsgeschichte, 15, (2003) 109-130 ; Anthony Sutcliffe, Towards the Planned City. Germany, Britain, the United States and France 1780-1914(London, Basil Blackwell), 1981; Saunier, ''Changing''.

[25] A Kansas City au début du 20 ° siècle, Düsseldorf est présentée au public comme la ville la mieux administrée du monde par les réformateurs municipaux locaux . Dans le même temps, à Chicago, c'est Francfort qui a cet honneur. Peu après, dans le contexte anti-allemand de l'après 1915, les références allemandes disparaissent des argumentaires des réformateurs municipaux états-uniens.

[26] Un exemple avec Elena Gogato-Lanza, ''Urbanisme et Action Administrative en Suisse 1897-1946. Nomadisme des Experts et Processus de Spécialisation'', Jahrbuch für Europaïsche Verwaltungsgeschichte, 15 (2003),173-198.

[27] Stephen V Ward, Selling Places : the Marketing and promotion of towns and cities, 1850-2000 (London, E & FN Spon, 1998).

[28] Voir plus spécialement son analyse des connexions de la municipalité d'Helsinki, Marjatta Hietala, ''La Diffusion des Innovations : Helsinki 1875-1917'', Genèses, 10, (janvier 1993), 74-89, et notamment le tableau de la page 85.

[29] Renaud Payre et Pierre-Yves Saunier, ''L'Internazionale Municipalista : L'Union Internationale des Villes fra 1913 e 1940'', Amministrare, XXX, 1/2 (janvier-août 2000), 217-42; Hanna Kozinska-Witt '"Zwiazek Miast Polskich 1918-1939. Zarys problematyki planowanej monografii", Prace Komisji Srodkowoeuropejskiej 10 (2002), 91-111 *;* Fabio Zucca, Autonomie Locali e Federazione Sovranazionale. La Battaglia del Conseil des Communes et Régions d'Europe per l'Unità Europea *(*Bologna, Il Mulino, 2001). Patrizia Dogliani et Oscar Gaspari, dir., L'Europa dei Comuni. Origini e Sviluppo del Movimento Comunale Europeo dalla Fine dell'Ottocento all'Unione Europea (Roma, Donzelli, 2003), offre un panorama des mouvements associatifs de municipalités dans divers pays européens.

[30] Viviane Claude, "Sanitary Engineering as a Path to Town Planning : the Singular Role of the Association Générale des Techniciens et Hygiénistes Municipaux in France and the French-speaking Countries, 1900-1920", Planning perspectives, 4, 3 (1989) 153-66 ; "Technique Sanitaire et Réforme Urbaine: l'Association Générale des Hygiénistes et Techniciens Municipaux 1905-1920", in Christian Topalov, dir. , Laboratoires du Nouveau Siècle. La Nébuleuse Réformatrice et ses Réseaux en France, 1880-1914 (Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1999), 269-298. On retrouve ici cette 'spécialisation nationale dans l'international' de certains 'petits' pays mise en lumière par les historiens des sciences (Cf. Elisabeth Crawford, La Fondation des Prix Nobel Scientifiques 1901-1915, (Paris, Belin, 1988), et les travaux d'Anne Rasmussen)

[31] Voir en particulier Oscar Gaspari, L'Italia dei Municipi. Il Movimento Comunale in Età Liberale (1879-1906) (Milano, Franco Angeli, 1998).

[32] On se situerait alors dans une économie des échanges assez différente de celle qui, selon Yves Mény, règne en matière de 'mimétisme institutionnel' entre les états.

''La Greffe et le Rejet. Les Politiques du Mimétisme Institutionnel'', in Yves Meny, dir, La Greffe et le Rejet. Les Politiques du Mimétisme Institutionnel (Paris, L'Harmattan, 1993), 4-23.

[33] Sur ce point, voir Daniel T. Rodgers, Atlantic Crossings et ses notations sur la manière dont la référence allemande est utilisée par les *brokers* américains de la réforme ; et Ariane Landuyt ''Il Modello Rimosso. Pragmatismo, Etica, Solidarietà e Principio Federativo nelle Interrelazioni tra Socialismo Belga e Socialismo Italiano'', in Maurizio Ridolfi, dir., Alessandro Schiavi. Indagine Sociale, Culture Politiche e Tradizione Socialista nel primo '900 (*C*esena, Società Editrice Il Ponte Vecchio, 1994), pour le refoulement des riches échanges avec la Belgique dans l'histoire du socialisme italien, notamment autour du thème municipal.

[34] Irene Maver, ''A (North) British End-view: the Comparative Experience of Municipal Employees and Services in Glasgow, 1800-1950'', in Michele Dagenais, Irene Maver and Pierre-Yves Saunier, dir., Municipal Services and Employees in the Modern City: New Historic Approaches (Aldershot, Ashgate, 2003), 177-200. Le rayonnement glaswegien en matière municipale était particulièrement fort de l'autre côté de l'Atlantique, Cf. Bernard Aspinwall, Portable Utopia: Glasgow and the United States 1820-1920 (Aberdeen, Aberdeen University Press, 1984), 151-84.

[35] William.E Hewitt, ''Municipalities and the 'New' Internationalism. Cautionary Notes from Canada', Cities, 16, 6 (1999), 435-44 . Voir aussi Heidi Hobbs, City Hall Goes Abroad. The Foreign Policy of Local Authorities (Thousand Oaks/London/New Delhi, Sage publications, 1994) ; Michael Shuman, Towards a Global Village. International Community Development Initiatives, (Boulder, Pluto Press 1994) ; Earl Fry, Lee H.Radebaugh, Panayotis Soldatos, dir., The New International Cities Era : The Global Activities of North-American Municipal Governments, (Provo, David M.Kennedy center for international studies,1989). Patrick Le Galès, Le Retour, témoigne d'une attention plus forte à la dimension historique.

[36] Outre les travaux d'Aspinwall et de Hietala, on consultera les travaux allemands que cite cette dernière: Gerald Deckart, ''Deutsch-Englische Verständigung. Eine Dartsellung der Nicht Offiziellen Bemühungen um eine Wiederannäherung der Beiden Länder Zwischen 1905 und 1914'' (Université de Munich, thèse de doctorat, 1967); Günter Hollenberg, ''Englisches Interesse am Kaiserreich. Die Attraktivität

Preussen-Deutschland für Konservative und Liberale Kreise in Grossbritannien1860-1914'' (Université de Munich, thèse de doctorat, 1971).

[37] Saunier, ''Changing'', 24-28

[38] Proposé au début du 20° siècle, souligné dans les années 1950, ce raisonnement est aujourd'hui la fondation des discours sur le rôle des municipalités dans la résolution des conflits, dans les organisations comme United Cities, Eurocities ou Mayors for Peace.

[39] Antoine Vion, ''Europe From the Bottom Up: Town Twinning in France During the Cold War'', Contemporary European History, 11, 4 (2002), 623-640.

[40] L'article de Wilbur Zelinsky, ''The Twinning of the World : Sister Cities in Geographic and Historical Perspective'', Annals of the Institute of American Geographers, 81, 1 (1991) 1-31, est toujours la référence synthétique en matière de jumelage. John E. Juergensmeyer, The President, the Foundations and the People to People Program, Inter-University case program # 84, (New-York, ICP/ Bobbs Merrill Company College Division, 1965), illustre bien la part de 'grande politique' des jumelages en étudiant le rapport complexe qui se noue dans le contexte de la guerre froide entre le gouvernement fédéral et les gouvernements municipaux et associations municipales américains autour de l'établissements de liens de jumelage.

[41] Brian Ladd, Urban Order and City Planning in Germany 1860-1914 (Cambridge, Harvard University Press, 1990), 50, 106.

[42] Cohen, Urban Government, 170.

[43] Communication de Lorna C. Goldsmith, University of Northumbria, sur sa recherche en cours.

[44] Cette présence constatée à Lyon a été confirmée pour d'autres lieux par Stéphane Frioux qui consacre son travail de doctorat aux circulations entre villes françaises.

[45] Daniel T. Rodgers, op.cit., chapitres 4-5 ; Axel R Schäfer, American Progressives and German Social reform, 1875-1920 (Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2000), chapitres 2 et 3. Voir aussi Saunier, "Les voyages municipaux''.

[46] Les grands ouvrages américains sur le gouvernement des villes européennes sont très utiles aux européens. Parce qu'ils apportent la caution extérieure d'un regard en provenance du Nouveau Monde, parce qu'ils embrassent volontiers toute l'Europe, parce qu'ils émanent d'un espace situé en dehors du jeu des rivalités nationales, les recueils d'Albert Shaw ou de Frederic Howe sont très commentés et très prisés. Voir

par exemple leur destin italien dans Federico Lucarini, Scienze Communali e Pratiche di Governo in Italia (1890-1915) (Milan, Giuffré, 2003).

[47] Marjatta Hietala, Services, 391-93. L'auteur complète le panorama des *brokers* finlandais dans ''Transfer'' 119-123.

[48] Cf. Pierre-Yves Saunier, ''*Selling the Idea of Cooperation.* The US Foundations and the European Components of the Urban Internationale (1920s-1960s)'', in Giuliana Gemelli, dir., American Foundations and the Transfer of Knowledge (Bologna, Clueb, 2001).

[49] Michael Harrison, ''Thomas Coglan Horsfall and the 'Example of Germany', Planning Perspectives, 6 (1991), 297-314.

[50] Helen Meller, Patrick Geddes : social evolutionist and city planner (London, Routledge, 1990).

[51] Cristina Accornero, ''Scienze Sociali e Città Industriale. Alle Origine della Sociologia Urbana'', in Corrado Malandrino, dir., Una rivista all'avanguardia. La Riforma Sociale 1894-1935 (Firenze, Leo S. Olschki, 2000), 131-70.

[52] Voir les travaux de Renaud Payre sur la 'réforme municipale' en France, à commencer par ''À la Recherche de la 'Science communale'. Les 'Mondes' de la Réforme Municipale dans la France de la Première Moitié du Vingtième Siècle'' (Université Pierre Mendès France Grenoble II, Thèse de doctorat de science politique, 2002).

[53] On pense notamment ici à Alessandro Schiavi, cf Maurizio Ridolfi, dir, Alessandro Schiavi. Indagine Sociale, Culture Politiche e Tradizione Socialista nel Primo '900 (Cesena,,Società Editrice Il Ponte Vecchio, 1994) et Patrizia Dogliani, dir., Europeismo e Municipalismo. Alessandro Schiavi nel Secondo Dopoguerra (Cesena, Il Ponte Vecchio, 1996).

[54] Voir sur ce dernier point, Renaud Payre, ''The Science That Never Was: Communal Science in France 1913-1949'', Contemporary European History, 11, 4 (2002), 529-548.

[55] Patrizia Dogliani, ''European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century : the Socialist Network'', ibid. 573-596, Oscar Gaspari, ''Cities Against States ? Hopes, Dreams and Shortcomings of the European Municipal Movement 1900-1960', ibid, 597-622.

[56] Cf. Fabio Zucca, op.cit

[57] Patrick Le Galès, Le Retour offre une synthèse et une interprétation de ce moment.

[58] Une approche par le *world wide web* de cette abondance de réseaux dans Paolo Perulli, Fabio Rugge, Raffaella Florio ‘‘Reti di Città: una Forma Emergente di Governance Europea’, Foedus.Culture Economie e Territori, 4 (2002), 53-70.

[59] Patrick Le Galès ‘’Villes en Compétition ?’’, in Biarez et Nevers, dir., Gouvernement local et politiques urbaines (Grenoble, CERAT, 1994) 443-61.

[60] Dominique Lorrain, ‘’La Montée en Puissance des Villes’’, Economie et humanisme, 305 (janvier-février 1989), 6-20. En Europe, cette évolution participerait ainsi de la redéfinition des pyramides institutionnelles.

[61] Comme le présentent Philip Cerny, The Changing Architecture of Politics : Structure, Agency and the Future of the State (London, Sage, 1990) ou Richard Rosecrance, ‘‘The Rise of the Virtual State’’, Foreign Affairs, 75 (1996), 45-61.

[62] Sur ces pratiques, voir Cohen, op.cit., 223 et 258 et Saunier, ‘‘Changing’’.

[63] Cohen, op. cit., 324.

[64] ‘‘Edgard Milhaud e la Rivista Internazionale Annales de la Régie Directe 1908-1924’’, Annali della Fondazione Luigi Einaudi, XIX (1985), 195-249

[65] Dogliani, ‘’European Municipalism’’

[66] Sur les revues en général et la manière de les utiliser, ‘’Les Revues dans la Vie Intellectuelle 1885-1914’, Cahiers Georges Sorel, 5 (1987). Notons au passage les carences d’information sur le nombre des abonnés, le tirage ou la nature des ressources des revues, ainsi que sur le fonctionnement des revues, sauf à traiter une abondante correspondance comme l’a fait Patrizia Dogliani dans ses travaux sur les Annales de la Régie directe.

[67] Une première approche des revues ‘municipales’ italiennes, anglaises,allemandes, belges et françaises dans Hietala, Services, Patrizia Dogliani, Un Laboratorio di Socialismo Municipale: la Francia, 1870-1920, Milano, Franco Angeli, 1992, Accornero op.cit et Payre,

[68] Dogliani, Laboratorio, 163-193 et ’’European Municipalism’’; Hietala, Services, 155-167.

[69] Saunier, ’’Les Voyages’’

[70] Hanes, op. cit.

[71] Pieter Uyttenhove, "Les Efforts Internationaux pour une Belgique Moderne", in Marcel Smets, dir., Resurgam. La Reconstruction en Belgique après 1914 (Bruxelles, Crédit Communal de Belgique,1985), 33-68.

[72] Ces liens peuvent transcender des clivages politiques forts. Un cas d'école avec la correspondance ininterrompue entre le socialiste Henri Sellier et le dignitaire nazi Strölin, cf. Renaud Payre, ''Une République des Communes. Henri Sellier et la Réforme Municipale en Avril 1942'', Genèses, 41 (décembre2000), 143-163.

[73] Le voyage 'diplomatique' de la délégation lyonnaise en Grande-Bretagne en 1906 a ainsi déposé ses traces dans toute une partie de la vie lyonnaise (Saunier, ''Changing'' 26-28).

[74] Sur le foisonnement de l'activité congressiste, voir Anne Rasmussen, ''L'Internationale Scientifique 1890-1914'' (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, Thèse de doctorat en histoire, 1995).Une liste complète des congrès d'urbanisme du début du 20eme siècle dans Giorgio Piccinato, La Costruzione dell'Urbanistica : Germania 1871-1914 (Roma, Officina Edizioni, 1974), 543, 552.

[75] Pour une première liste des expositions internationales 'urbaines' sur la période 1890-1940, Hietala, Services et Saunier, ''Changing''. On ne doit pas oublier le foisonnement des expositions nationales ou locales. Un exemple à Amsterdam avec Nico Randeraad, ''Een Etalage van Bestuurlijke Vernieuwing. De Tentoonstelling op Gemeentelijk Administratief Gebied in 1906'', Amstelodamum, 82 (1995) 141-51.

[76] Pierre-Yves Saunier, ''Sketches from the Urban Internationale. Voluntary Societies, International Organizations and US Foundations at the City's Bedside 1900-1960'', International Journal for Urban and Regional Research, 25, 2 (2001), 380-403

[77] Rasmussen, op.cit.. Voir aussi le numéro spécial ''Les Congrès, Lieux de l'Echange Intellectuel (1850-1914)'', Mil Neuf Cent. Cahiers Georges Sorel, 7 (1989).

[78] Gaspari, L'Italia, 71-73 et ''L'Unione Statistica delle Città Italiane (1907-1927)'', Le carte e la storia. 1 (1997), 139-145.

[79] Ces informations sont empruntées à Ingo Bautz , 'Die Auslandsbeziehungen Deutscher Kommunen bis 1945' , Interregiones, 8 (1999), 19-58

[80] communication de Ingo Bautz, journées d'études sur le Mouvement Municipal en Europe, Groningen, mars 2001.

[81] Voir Marcel Smets, Charles Buls. Les Principes de l'Art Urbain (Liège, Mardaga, 1995).

[82] Claude, ‘’Technique sanitaire’’

[83] Parmi les projets de création d’une organisation mondiale de municipalités, outre les velléités de l’Internationale Socialiste mises en évidence par Patrizia Dogliani (Laboratorio, 57-59), on peut mentionner ici la proposition de ‘Congress of capitals’ du Lord maire de Londres en 1905, ou le congrès municipal tenu lors de l’Exposition de Düsseldorf en 1913. La plus ou moins fantaisiste World League of Cities de l’américain Charles B. White au début des années 1920, l’Association Internationale des Maires créée au même moment par l’Association Générale des Mires de France, ou encore la tentative d’escroquerie montée autour d’une Association Internationale des Maires par un couple d’émigrés tchèques en France en 1938, montrent que l’idée de l’organisation internationale des connexions municipales suscite des attentions diverses et variées.

[84] Sur IULA, on se reportera aux travaux cités de Bautz, Gaspari, Payre et aux différents articles de Saunier.

[85] Cette distinction a été introduite et développée par Oscar Gaspari, ‘’Alle Origini del Movimento Comunale Europeo : dall’Union Internationale des Villes al Consiglio dei Comuni d’Europa (1913-1953)’’, Memoria e Ricerca, 10 (décembre 1997), 147-63.

[86] Saunier, ‘’Sketches’’

[87] Quid par exemple des liens entre United Cities, les organisations municipales asiatiques (Citynet) ou moyen-orientales (Arab Towns Organization) et la World Associations of Cities and Local Authorities Coordination, ou de leur leur relation avec l’United Nations Advisory Committee of Local Authorities créé pour représenter les autorités locales auprès des Nations Unies et de leur programme Habitat ?

[88] Saunier, ‘’Sketches’’

[89] Ce rôle structurant des fondations philanthropiques états-uniennes, notamment pour l’évolution de IULA, est abordé en détail dans Saunier, ‘’Selling’’.

[90] Histoire de l’Utopie Planétaire. De la Cité Prophétique à la Société Globale (Paris, La Découverte, 2000).

[91] Voir par exemple les travaux de Renaud Payre déjà cités, ou ceux de Shane Ewen, ‘’The Internationalisation of Fire Protection: in Pursuit of Municipal Networks in Edwardian Birmingham’’, Urban History, 32 (2005),285-304 et "Managing Police

Constables and Firefighters. Uniformed Public Services in English Cities, c. 1870-1980", International Review of Social History, 51,1 (2006)

[92] Outre l'article déjà cité de Nora Lafi, voir aussi Andrew Brown-May, ''I Cittadini Stanno Iniziando a Lamentarsi. Saperi Municipali e Contrattazioni intorno ai Comportamenti Pubblici Molesti a Melbourne'', Storia Urbana, XXVIII, 108 (juillet-septembre 2005), 53-67

[93] Une illustration de l'intérêt à tenir ensemble l'étude des réseaux transnationaux contemporains avec celle des phénomènes du 19° siècle dans Margaret E. Keck & Kathryn Sikkink, Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics (Ithaca, Cornell University Press, 1998).

[94] Cela est particulièrement net autour de l'application de l'Agenda 21 issu du sommet de Rio. Cf Harriet Bulkeley et Michele Betsill, Op. cit.